Vous trouverez ci-dessous la copie d'un texte publié sur Facebook par le député de Dieppe Sébastien Jumel.

*Neufchâtel : 1690 signatures contre une réforme en forme d’entourloupe !!!

On savait que la réorganisation géographique des services territoriaux des finances publiques -les trésoreries- était destinée à habiller les réductions d’emplois prévues par le gouvernement au sein du ministère de l’Action et des Comptes publics. Une saignée à venir qui fait suite à beaucoup d’autres au sein de cette administration qui s’occupe de nos impôts et notamment mais pas seulement de la lutte contre la fraude fiscale, du conseil aux collectivités, du renseignement des particuliers...
Confirmation ce matin avec l’annonce officielle de 5800 suppressions de postes d’ici trois ans, pour une large part au sein des services de proximité : nos trésoreries dans les petites villes et les campagnes où les gens se déplacent pour une explication, un recours ou un paiement en espèces, par exemple.
Circulez, il n’y aura presque plus rien à voir. Le Gouvernement prévoit des coupes sombres à Dieppe, Eu, Neufchâtel, Blangy... et partout ailleurs en France parce qu’il a promis de réduire le nombre de fonctionnaires. Alors on raille, on regroupe, on spécialise, on disperse façon puzzle ce qui fonctionne bien, en prétextant la fin annoncée de la taxe d’habitation, la montée en charge de la numérisation... tout en faisant croire qu’on peut remplacer des trésoreries de plein exercice, où on est en capacité de répondre à de multiples situations (particuliers, commerçants, artisans, maires...), par un simple guichet derrière lequel on placera un « agent couteau suisse à tout faire » qui écoutera, prendra note et vous renverra à un rendez-vous téléphonique ultérieur pour régler effectivement votre problème. On fait croire qu’on maintient ainsi le service public de proximité car il ne faudrait pas non plus s’asseoir trop ouvertement sur la colère des gilets jaunes.
Cette entourloupe, ou cette ruse de roule-galette, le célèbre renard, ne prend pas. A Neufchâtel-en-Bray, des usagers de la trésorerie et des agents sont parvenus en quelques semaines seulement à fédérer 1690 signatures sur une pétition qui exige le maintien des services dans cette agence locale du trésor public que le gouvernement veut dépouiller, renvoyant une partie de l’activité à Dieppe, une autre à Gournay poussant au passage les gens à faire de la voiture au moment où on pleure des larmes de crocodile sur le réchauffement climatique.
Logique d’économie et de rationnement à tout prix contre logique de service public. A Neufchâtel, après Dieppe, Eu et partout la réponse citoyenne, est non !
Avec ma collègue sénatrice, Céline Brulin et une quinzaine de maires du pays de Bray nous avons reçu des mains de ses initiateurs la pétition citoyenne qui rappelle le Président et le Gouvernement à leurs promesses issues du grand débat.

« Les usagers ne comprennent pas, n’acceptent pas cette réforme qui conduit à ce que 3 services sur 4 s’en aillent de Neufchâtel, témoigne un agent de la direction des finances publiques. Il y a encore 15000 déclarations sur papier, on marche vraiment sur la tête avec ce projet. »

Les maires présents ne sont pas en reste qui savent qu’une grande partie de l’aide des agents des finances publiques pour bâtir un budget, faire des choix financiers ne sera plus fournie par l’Etat et donc renvoyée à terme à des entreprises de conseil qui en feront leurs choux gras. Les comptables publics savent aussi, eux, que la responsabilité personnelle qu’ils exercent dans le cadre de leur mission de service public reviendra à terme aux maires, maires qui ont décidément le dos large.

On n’a jamais vu réforme aussi régressive présentée dans d’aussi beaux habits. C’est un cas d’école. Un peu comme si dans le dictionnaire des synonymes on trouvait pour « Redéploiement » (c’est ainsi que s’appelle la réforme) le terme de « Rétrécissement ». Rétrécissement de service. Plus c’est gros, plus ça passe.
Mais nous allons poursuivre le combat engagé en juin pour préserver au mieux la proximité de ces services, celle qui n’est pas qu’un slogan.
Nous allons nous saisir de la concertation promise même si celle-ci débute en septembre pour être achevée le... 15 octobre et qu’elle ne trompe personne au bout du compte.
Dernière petite précision, au moment où cette concertation démarre l’administration demande à ses cadres territoriaux de communiquer pour le 15 septembre la liste des postes à supprimer... ça fait mal au grand débat, mal à la demande de services publics exprimée par les Français, ce type d’information.*